



Ile de France

Lettre ouverte de la part d'une majorité du groupe de professionnels réunis en formation obligatoire les 31 mai et 1^{er} juin au PTF Ile de France.

Nous, groupe de professionnels de la PJJ, avons été convoqués les 31 mai et 1^{er} juin 2010 pour une formation dans le cadre du Plan d'accompagnement des missions, celle de la mise en place du D2A.

Face à l'impopularité des ré-orientations des missions et des restructurations des services de la PJJ, et à celle de la formation obligatoire censée les accompagner, vous vous êtes assurés que les personnels soient présents, et ce en nombre suffisant, en recourant à la menace dans les convocations et en vous arrogent le droit de convoquer plus de personnes que la salle ne pouvait en accueillir conformément aux normes de sécurité (70 personnes au lieu de 50). Face à cette incohérence arithmétique, certains collègues se sont vus refuser l'accès à la salle : ils n'étaient dès lors ni autorisés à entrer en formation, ni à retourner sur leurs services.

Que signifiait la présence de M. Bezat, et celle de son adjoint, sinon une volonté d'intimidation vis-à-vis de l'ensemble des personnels concernés ? Les réponses apportées par l'administration aux questions de la salle ont été empreintes de mépris, de confusion, d'irrespect, voire de provocation. Il ne fallait pas que le débat puisse exister.

Nous soulignons la contradiction entre la démarche pédagogique émancipatrice présentée par le GFEN et les conditions dans lesquelles elle a été insérée. La même contradiction se retrouve entre la philosophie éducative portée par le GFEN, qui est aussi la nôtre, et les cadres institutionnels dans lesquels nous sommes censés les mettre en œuvre.

Ces deux jours de sensibilisation ne sauraient dédouaner l'administration de son devoir de formation, ni nous rendre compétents pour la rentrée en septembre 2010.

Le contenu coercitif du D2A ne remplacera pas la richesse des outils et des projets élaborés avec le temps et la réflexion ces dernières années, et qui sont en cours de démantèlement.

Connaissez-vous notre public en dehors de vos outils d'évaluation qui ne visent qu'à faire rentrer des chiffres dans des cases ? Nous pensons notre pratique éducative à partir de notre connaissance des jeunes et des familles que nous accompagnons. C'est pourquoi nous revendiquons d'être consultés et entendus sur les réformes. Les jeunes et les familles méritent mieux que des dispositifs occupationnels et coercitifs.